

Associations membres du COLLECTIF INTERASSOCIATIF « CITOYENS FRATERNELS 92 » du Département des Hauts-de-Seine

A l'attention de :

Toutes les listes de candidats aux élections municipales de Courbevoie 2020

Pour nous écrire :

citoyensfraternels.courbevoie@gmail.com

Courbevoie, le 7 Mars 2020

Mesdames, Messieurs les candidates et candidats,

Nous sommes, SECOURS CATHOLIQUE 92 et SOLIDARITES NOUVELLES POUR LE LOGEMENT 92, deux associations membres du Collectif inter-associatif « CITOYENS FRATERNELS 92 » dévoué à la cause de la lutte contre la précarité, la pauvreté et le mal-logement dans le département des Hauts-de-Seine. L'engagement de nos équipes locales de Courbevoie nous conduit à vous communiquer leur plaidoyer ; nous nous groupons pour attirer votre attention sur la situation des publics que nos équipes soutiennent et accompagnent, et vous questionner sur vos intentions à leur égard.

Les constats quotidiens de nos équipes bénévoles et l'expression directe des personnes vivant la précarité et la pauvreté, permettent de vous faire part de la réalité du vécu et des besoins des personnes en difficulté dans notre commune.

De plus, les données chiffrées produites par l'Observatoire de la Pauvreté et du Mal-Logement 92 (OPML92) illustrent et confortent les observations faites par nous sur le terrain.

Notre commune peuplée de 81 720 habitants (2016, INSEE) présente des spécificités, que nous analysons en annexe § 1.

Nos données chiffrées ont pour source l'Observatoire de la Pauvreté et du Mal-Logement (OPML 92), site http://www.precaritelogement92.fr/, ainsi que le site de la mairie de Courbevoie.

Nous croyons nécessaire de vous interpeller, toutes listes candidates à l'élection municipale de Courbevoie, en vous adressant le présent courrier, de façon égale et avec un souci de stricte neutralité, en vous présentant les problèmes, et sans empiéter sur votre responsabilité de définition des solutions et des contenus de programmes.

Vous trouverez en annexe § 2 sous forme de fiches les thèmes sur lesquels vos réactions et positionnements sont attendus.

.../...

.../...

Ce courrier formulé par nos équipes locales de Courbevoie, dont les annexes font partie intégrante, sera également « posté » sur notre site Internet

« https://citoyensfraternels.org/municipales-2020»

qui réunit une vingtaine d'associations solidaires sur le département des Hauts-de-Seine.

Nous voulons recueillir vos réponses sur les actions et solutions que vous comptez entreprendre pour résoudre les problèmes que nous vous exposons.

Les réponses écrites de chaque liste candidate, à envoyer à l'adresse Internet «citoyensfraternels.courbevoie@gmail.com» seront publiées sur notre site « https://citoyensfraternels.org/municipales-2020».

Nous vous remercions pour les réponses que vous nous apporterez, et pour votre engagement, si vous êtes élu (e), à les mettre en œuvre effectivement durant l'exercice de vos mandats municipaux pour les six prochaines années 2020-2026.

Respectueusement,

SECOURS CATHOLIQUE 92

SOLIDARITÉS NOUVELLES POUR LE LOGEMENT 92



Le Secours catholique caritas France



Solidarités nouvelles pour le logement

ANNEXE: THÈMES D'INTERPELLATION

§1 - NOS CONSTATS PRELIMINAIRES

§2- NOS QUESTIONS D'INTERPELLATION

§3- PAROLES D'ACTEURS DU SECOURS CATHOLIQUE DE COURBEVOIE

Notice « Le Collectif Citoyens Fraternels 92 »

ANNEXE

Élections municipales 2020

Plaidoyer pour le traitement urgent des problèmes de précarité et de pauvreté à Courbevoie relevant du pouvoir de décision ou d'influence du maire.

§ 1 - NOS CONSTATS PRÉLIMINAIRES

Notre ville de Courbevoie compte 81 720 habitants (données 2016- INSEE). Sur son territoire sont occupés 97 595 emplois salariés et non-salariés (source Site de la Mairie) : elle est donc une ville de mobilités intenses au quotidien.

Courbevoie est une ville de contrastes :

- En bordure Sud-Ouest, un gigantesque quartier d'affaires international avec ses hautes tours de sièges sociaux, et ses 180 000 emplois tertiaires fortement qualifiés, placé sous la responsabilité de l'Etablissement public Paris La Défense; mais un quartier nettoyé, gardienné et livré par des travailleurs souvent précaires et pauvres; les souterrains du quartier sont squattés la nuit par des sans-abris en situation d'extrême indignité et insécurité
- Les quartiers concentrant le plus de ménages à faible revenu sont situés au côté Sud-Ouest de la commune, précisément le secteur qui est limitrophe de La Défense, le long de la ligne de fracture urbaine entre le quartier de La Défense et l'ancien Courbevoie.
- Des caractères d'ancienne banlieue industrielle, dont la population ouvrière désormais âgée survit tant bien que mal alors qu'elle maintient l'identité de la commune. La reconquête des friches industrielles s'achève peu à peu, mais des ilots d'habitats potentiellement indignes subsistent.
- **Un taux de pauvreté INSEE de 10, 1** % en 2016 (et 2018 source OPML92), en diminution lente pour l'ensemble de la population, mais en augmentation pour les 60-74 ans (8,8 % en 2014, 10,0 % en 2016). Même s'il se situe dans la moyenne des Hauts de Seine, ce n'est déjà que trop pour une conscience citoyenne et fraternelle.
- Un taux de familles monoparentales en augmentation de 43 % en 17 ans (période 1999-2016) pour atteindre le nombre de 3 625 en 2016 (OPML92) soit 7,6 % des ménages de la ville; or on sait que la monoparentalité est corrélée à la précarité et au risque de pauvreté.
- En 2018, sur la base des données OPML92, le nombre de **bénéficiaires de minima sociaux** (RSA-AAH-ASS-Minimum Vieillesse) s 'élevait à **2673 personnes**.
- 1422 personnes, allocataires CAF dépendaient à 100 % de ces prestations (OPML92);

- 1312 habitants sont allocataires du RSA, dont 509 depuis plus de 4 ans (OPML92). Parmi eux, 261 sont logés dans le parc social, 243 dans le parc privé, et <u>793 sont dépourvus de logement stable</u>.
- 377 personnes bénéficient d'une domiciliation à Courbevoie (OPML92), auprès du CCAS ou auprès d'une association agréée.
- Une profonde évolution dans la répartition des catégories socio-professionnelles dans les
 20 dernières années :
 - une croissance forte de la proportion de cadres et professions intellectuelles supérieures, passée de 1999 à 2016 de 22 % à 31 % de la population de 15 ans et plus;
 - une régression relative de la part des professions intermédiaires, passée de 17,7 %
 à 16,3 % sur la même période ;
 - Une décroissance nette de la part des employés et ouvriers, passée de 22,8 % à 16,4
 %.

Ceci dénote une mixité sociale à fort contraste, peu propice à l'insertion des plus pauvres, à cause de l'approfondissement de la distance sociale entre les habitants de groupes différents. Ce, d'autant plus que la catégorie des « CSP + » est sujette à une forte mobilité géographique et professionnelle.

- La proportion de retraités est stable, établie à 18 % de la population de 15 ans et plus. Or les loyers de Courbevoie dans le parc privé et les tarifs des EHPAD sont élevés pour les retraités modestes.
- Des délais d'attente d'un logement social des plus élevés du département, qui lui-même présente une des tensions les plus fortes de France : la définition du « délai anormalement long » pour l'attente de logement social selon la Commission de médiation du dispositif DALO, Droit au Logement opposable, est de 4 ans pour les Hauts-de-Seine. En 2018, 4 128 demandes de logement social hors mutation étaient en instance, soit l'équivalent de 48 % du parc social ! Or 303 attributions ont pu avoir lieu, soit un taux d'attribution de 7 %.

En outre, les constats spécifiques à la commune de Courbevoie apparaissent comme n'étant pas tous répertoriés dans les analyses sociales officielles. Nos observations au quotidien dévoilent souvent des problèmes situés hors du cadre pré-établi analysé par les politiques publiques du moment. Pour autant, une analyse des besoins sociaux (ABS) est nécessaire et attendue. La dernière ABS, mentionnée sur le site de la Mairie a été effectuée 2011.

Nous vous questionnons donc sur les thèmes suivants.

§ 2- NOS QUESTIONS D'INTERPELLATION

1 - L'ANALYSE DES BESOINS SOCIAUX

Une analyse des besoins sociaux a été effectuée en 2011. Le Décret n° 2016-824 du 21 juin 2016 relatif aux missions des centres communaux et intercommunaux d'action sociale rend cette analyse obligatoire dans l'année civile suivant les élections.

Les associations signataires des présentes s'attendent à être consultées **pour l'élaboration** partagée la plus rapide possible de cet outil de diagnostic et d'aide à la décision.

Comment comptez-vous inclure les associations dans le processus de suivi annuel des résultats et d'actualisation des mesures de prévention et de développement social ?

2 - LE 1^{er}ACCUEIL INCONDITIONNEL DES PERSONNES

Que comptez-vous faire, si vous êtes élu (e) , pour favoriser la création d'accueils de jour et d'accueils de nuit qui font défaut à Courbevoie ?

3 - UNE INTOLÉRABLE SITUATION DANS LES SOUTERRAINS DE LA DÉFENSE

Chaque soir, sous la dalle du parvis du quartier d'affaires de La défense, dans les souterrains, se déroule une catastrophe humanitaire. Plus de 100 personnes, y compris des familles avec enfants, s'installent et « squattent » dans des recoins cachés des immenses souterrains de la dalle, et y survivent dans des conditions sanitaires et sécuritaires intolérables. Ce drame humain a été dénoncé par un article du quotidien *La Croix* en décembre 2018. Un reportage du Journal de 20 heures de France 2 en fait la description le 18 février dernier. Les moyens actuels consistent en un accueil de jour, la « Maison de l'Amitié », des maraudes de la Croix Rouge et d'une association de Puteaux (ASD) et l'on parle à présent d'un futur restaurant solidaire ... Or l'article de La Croix a gagné deux prix de journalisme en 2019... Qu'auront gagné depuis les sans-abri ?

Quels moyens massifs comptez-vous mobiliser, si vous êtes élu (e), de par votre influence en tant que membre de droit du Conseil d'administration de l'établissement public, et sous quel délai, pour mettre fin de toute urgence à cette situation, et y remédier durablement ?

4- LA TENSION SUR LE LOGEMENT SOCIAL

Le taux SRU de Courbevoie, de 22 %, est plus proche du taux légal de 25 %, que celui d'autres communes. A Courbevoie, ancienne commune industrielle à forte population ouvrière, les HLM ont débuté très tôt au XX ième siècle. Le projet de rénovation urbaine « Eco-quartier Village DELAGE »

(source www.projetsdecourbevoie ») annonce « 80 000 M2 de logements neufs dont 30 % de logements sociaux », ou encore « 1 000 logements familiaux dont 30 % de logements sociaux »...

Compte tenu du mal-logement, du surpeuplement, et des besoins spécifiques des personnes vivant la précarité et hébergées chez autrui, et des retraités, comptez-vous, si vous êtes élu (e) (1) maintenir le rapprochement du taux SRU de Courbevoie vers taux légal, (2) le poursuivre lors de la prochaine actualisation de ce taux légal, et (3) le dépasser ?

Si le parc de logements sociaux est historiquement conséquent, l'obtention d'un logement social est un événement rare à Courbevoie. Le taux d'attribution de 7 % par rapport aux demandes de logement social illustre que **des personnes même prioritaires** (ex. personnes précaires seules justifiant d'un handicap) **peuvent attendre 10 ans pour être logées dans le parc social**. La mobilité est infime. Des marges de progrès existent sûrement dans la gestion des mutations.

Sur quelles voies de progrès vous engagez-vous, si vous êtes élu (e), <u>dans la gestion des logements sociaux existants</u> pour garantir que les critères d'attribution ou de maintien soient respectés dans le temps, afin que les locataires s'étant éloignés au fil des années des critères requis de ressources et de composition familiale puissent muter , d'une façon à la fois satisfaisante pour eux et apte à augmenter les attributions aux demandeurs précaires ou pauvres qui répondent aux critères ?

Vous connaissez les problématiques de développement du parc social de Courbevoie, et vous avez lu le « Plan stratégique de patrimoine 2018 », document obligatoire de par la loi, accessible sur internet (site de l'OPH Courbevoie Habitat http://courbevoie-habitat.fr/). La plus vétuste et la moins adaptée au mode de vie contemporain de toutes les résidences, la Résidence Gaultier-Mission Marchand, de 242 logements, y est décrite comme une unité « dilemme » du patrimoine social.... Une étude de faisabilité a été menée, et une mission de programmation préparatoire à une maîtrise d'oeuvre et à des appels d'offres serait en cours (sources : rubrique des marchés de la Mairie, et site d'appels d'offres « www.klekoon.com »). Nos activités bénévoles nous permettent de connaître le mal-vivre et le surpeuplement dans cette résidence aux appartements de conception inadaptée aux besoins élémentaires de notre époque.

Que comptez-vous décider, si vous êtes élu (e), pour résoudre ce problème, et impulser au plus vite une solution, que ce soit le lancement des travaux ou la décision radicale de démolition, avec les solutions financières adéquates en votre pouvoir, en assurant le maintien de conditions de vie acceptables pour les habitants ?

5- SPÉCIFICITES DU MAL-LOGEMENT A COURBEVOIE

« L'attractivité » économique et commerciale du territoire Paris Ouest La Défense (POLD) a pour corollaire une attraction forte reportée sur les choix des personnes migrantes en quête d'une vie meilleure, même au prix de toutes les restrictions.

L'arrivée et l'installation des personnes précaires s'effectue à travers l'hébergement chez des connaissances, amis, ou parents, pendant plusieurs années, ou par la location pour toute la famille d'un logement sous-dimensionné (souvent un studio) dans le parc privé, financé par les revenus d'activité complétés de la prime d'activité et de l'APL, ou bien par l'errance dans la rue, les cages d'escalier et les souterrains. Il en résulte un mode de vie ou plutôt de survie sans possibilité d'épanouissement, sans dignité, sans relations sociales, sans accès aux connaissances nécessaires à une voie professionnelle permettant la sortie de la précarité et de la pauvreté. Les contraintes de la

vie quotidienne sont lourdes et ne sont pas favorables à l'exercice d'un travail à temps plein. Pour ces précaires, les besoins d'accompagnement et d'éducation familiale sont importants, malgré les efforts du secteur associatif.

Pour les ménages avec enfants, le surpeuplement des habitations gêne la scolarité, la santé, la participation à la vie sociale et l'épanouissement des enfants.

Si vous êtes élu (e), que comptez-vous faire qui est en votre pouvoir pour détecter, inventorier ces situations, et proposer comme solutions pour sortir de cette situation de « camp de transit » invisible qui affecte Courbevoie pour plusieurs centaines de personnes vivant la précarité et la pauvreté ?

6- L'EXCLUSION LINGUISTIQUE ET SOCIO-CULTURELLE

La non-maîtrise de la langue française par plusieurs dizaines voire centaines de personnes à Courbevoie est perpétuée par l'hébergement chez des personnes parlant la même langue d'origine. L'exclusion linguistique est facteur de difficultés pour la recherche d'emploi, le recours aux droits sociaux, la conduite des affaires familiales et l'éducation des enfants, etc. Nous autres associations le constatons dans les cours que nous dispensons aux apprenants volontaires.

La tension sur le logement social et les loyers élevés du parc privé à Courbevoie, entraînent que des familles en situation de précarité se groupent entre générations dans des logements exigus. Dans bien des cas, elles survivent par la perception collective de minima sociaux. L'isolement devient une protection ce qui ne favorise pas l'émancipation des jeunes adultes.

L'inactivité et le repli engendrent leur cortège de maux, qui aggravent une situation dont il devient encore plus difficile de sortir.

L'exclusion linguistique va ainsi de pair avec la réclusion, notamment des femmes, épouses sans emploi, ou célibataires avec ou sans enfant, dans la perpétuation des structures et des coutumes familiales du pays d'origine.

Nos associations mettent en œuvre des actions et des dispositifs d'accompagnement, mais nous constatons que ces besoins sont peu connus et peu étudiés, voire restent en dehors des « radars » des services sociaux.

Quelles sont vos propositions pour résoudre ces phénomènes d'exclusion linguistique et socio-culturelle à Courbevoie si vous êtes élu (e) ?

7- L'EXCLUSION NUMERIQUE

Les personnes vivant la précarité et la pauvreté à Courbevoie disposent pour la plupart d'un téléphone portable, mais beaucoup moins souvent d'un abonnement internet. L' « illectronisme » constitue, du fait de la non-maîtrise des logiciels courants et du manque de formation pour traiter et communiquer l'information, un facteur d'éloignement persistant de l'emploi, et de non-recours aux droits.

Nos bibliothèques ont des fonctionnalités traditionnelles. Mais peu de moyens d'information, de communication et d'apprentissage numériques sont accessibles à proximité des secteurs où vivent les personnes connaissant la précarité et la pauvreté. La mise au contact des plus fragiles avec des moyens d'apprentissage multimédia et numériques adaptés à l'objectif d'inclusion numérique, visant l'impact sur l'emploi, l'inclusion et la promotion socio-économique apparaît nécessaire.

Quels moyens, quelles actions comptez-vous développer, si vous êtes élu (e), pour résoudre cette exclusion numérique des plus fragiles de Courbevoie ?

8- L'INSERTION ET L'EMPLOI

Les personnes éloignées de l'emploi et vivant la précarité et la pauvreté, dépourvues de moyens de navigation internet ont des difficultés pour recourir aux sites et aux moyens des services Emploi municipaux, pour se promouvoir auprès du secteur de l'intérim, et pour tirer parti des politiques publiques d'emploi dans le territoire, par rapport aux personnes disposant d'un bon niveau de qualification. Certes, des dispositifs d'accompagnement et d'insertion œuvrant sur Courbevoie existent : pour exemples, ODYSSEE VERS L'EMPLOI https://odyssees-emploi.org/, l'association intermédiaire ESPACES www.association-espaces.org, NATURE ESPACES (Chaville), EMMAÜS LA BOUTIQUE (Nanterre), ESSOR (Nanterre)...

Mais, compte tenu de nos constats de terrain, nombreux sont ceux qui restent en dehors des circuits de l'insertion, malgré les efforts des associations.

Que comptez-vous entreprendre, si vous êtes élu(e), pour intensifier le recours aux procédures d'insertion ?

9 - L'EXCLUSION SPORTIVE ET SOCIO-CULTURELLE

Reprendre le chemin de l'emploi et de l'insertion socio-professionnelle suppose confiance en soi, équilibre physique et psychique, estime de soi, dignité : tout ceci peut être favorisé par la pratique d'une activité sportive.

Quelles actions ou quels moyens comptez-vous développer, si vous êtes élu (e), pour permettre l'accès aux activités sportives des précaires dans les quartiers où ils sont hébergés ou sont en errance ?

De même, se reconstruire pour sortir de l'errance ou la précarité et chercher à se réaliser passe par les activités manuelles, artistiques ou artisanales. Or il existe 350 associations à Courbevoie.

Quelles actions ou quels moyens comptez-vous développer, si vous êtes élu (e), pour favoriser l'inclusion socio-culturelle des centaines de précaires à Courbevoie ?

10- L'ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE, ACCÉLÉRATEUR DE PRÉCARITÉ

L'attractivité économique et commerciale du territoire POLD, objet de toutes les attentions des planificateurs, a son revers : l'image de prospérité du territoire invite les personnes vivant la précarité à venir s'installer à POLD et à Courbevoie, dans l'espoir de meilleures opportunités. Il peut s'agir aussi de transferts d'autres départements encore plus en tension, comme Paris.

Le Plan Départemental d'Aide au Logement et à l'Hébergement des Personnes défavorisées (PDALHPD), actuellement 2019-2022 est l'outil de coordination des politiques publiques locales et thématiques, qui offre aux maires, par la voie de l'intercommunalité, une capacité d'influence.

Quelles orientations comptez-vous adopter, dans le cadre élargi du territoire, du département, voire de la région, pour tirer parti des synergies et des possibilités de développement équilibré, avec ces différents outils et niveaux institutionnels, en matière de logement, de formation-insertion, d'inclusion numérique, d'aide aux personnes et aux familles vivant la précarité et la pauvreté ?

Les personnes fragilisées et précaires sont fixées sur la commune et le territoire dès lors qu'ils déposent une demande de logement social, qui demande de longues années de d'attente et de patience. Les nouveaux arrivants sont peu informés des possibilités offertes par d'autres régions que l'Ile-de-France, où les délais d'attente d'un logement et d'un emploi stable sont plus courts.

Quelle est votre position sur l'idée de partenariats avec d'autres villes de France, se trouvant en dépeuplement et qui seraient à revitaliser par du micro-entrepreneuriat, un afflux de travailleurs disponibles, moyennant des mesures d'accueil ?

EN CONCLUSION

La ville que vous aurez à gérer, si vous êtes élu (e), comprend, comme indiqué plus haut (§1), sur la base des données de 2016 (OPML) :

509 bénéficiaires du RSA depuis plus de 4 ans, qui font partie des 1 312 allocataires du RSA toutes anciennetés confondues (dont 793 dépourvus de logement stable !), ensemble qui est inclus dans celui des 2 673 bénéficiaires au total de minima sociaux.

Il convient d'y ajouter les enfants lorsqu'il s'agit de familles, et ceux qui sont invisibles des statistiques parce que sans papiers et en errance.

N'est-ce-pas là 3 000 ? 3 500 personnes ? Voire 4 000 ? Une grande partie d'entre elles sont des étrangers hors UE, qui ne voteront donc pas. Ils sont les invisibles, les « sans voix », qui vous interpellent ici par notre canal.

Mais vous ne pouvez pas vous en désintéresser, car le côtoiement, chaque jour, de ces 3 000 à 4 000 précaires et « sans voix » avec les 180 000 salariés hautement rémunérés des sièges sociaux du plus grand quartier d'affaires européen, ou les autres courbevoisiens parmi 81 000

habitants, ne peut que susciter chez ces derniers l'indignation silencieuse envers la situation. Leur sort conditionne la cohésion sociale de Courbevoie. La réussite de leur insertion ne peut-elle pas faire de Courbevoie un modèle de « VILLE SOLIDAIRE » pour la lutte victorieuse contre la précarité, la pauvreté et le mal-logement ?

10

§ 3 – PAROLES D'ACTEURS DU SECOURS CATHOLIQUE DE COURBEVOIE

Recueil effectué le 29 Février 2020, en réunion auprès d'un groupe de dix personnes accompagnées et accompagnateur-trice-s.

LES CRÈCHES

« Il y a plusieurs modes de garde (assistantes maternelles, gardes partagées...) les efforts de la ville pour plus de crèches doivent aussi préserver l'emploi des assistantes maternelles à domicile. »

« Lorsqu'on est dans le besoin, c'est là qu'on sent... Si tu ne vis pas la chose, tu ne peux pas comprendre »

LES JEUNES

Problèmes liés à la drogue, la déscolarisation, l'insertion: « Il ne faut pas attendre qu'ils soient grands pour régler le problème »

- « Un enfant a besoin d'être cadré, lorsque ça sort du cadre, c'est difficile de rattraper »
- « Associations de quartiers, de loisirs : tout ça a disparu »
- « Il ne faut pas déresponsabiliser les parents »
- « Financer des maisons de quartiers, des stages pour donner aux enfants l'envie de faire quelque chose, les enfants sont perdus »
- « Créer des ateliers pour un retour à des choses manuelles, les engager dans quelque chose lié à l'artisanat, l'agriculture »
- « Pendant les vacances : proposer aux enfants de faire des stages »
- « Le candidat qui doit être élu doit être au côté des jeunes, nos jeunes sont perdus »
- « On voit des jeunes perdus, on a des structures, mais on n'a pas de cadre ; il y a des terrains, des gymnases, il y a tout... mais ils ont besoin d'être encadrés par des éducateurs »
- « Il faut passer le relais aux jeunes pour préserver notre ville, donner le relais pour y arriver »

LE LOGEMENT - LA GESTION DU PARC IMMOBILIER

- « On donne des grands appartements pour des familles nombreuses et quand les enfants partent les gens restent »
- « Il faudrait une meilleure gestion de l'attribution des appartements »
- « Vérification du salaire des gens qui occupent les appartements »

- « Pour avoir un logement il faut avoir un travail et pour avoir un travail il faut avoir un logement »
- « Le Maire a-t-il un pouvoir sur la gestion de l'office des HLM? Oui. »
- « Dans une même barre d'immeuble, il peut y avoir certains appartements gérés par la ville et d'autres par la préfecture, mais cela n'empêche pas que le Maire préside»
- « Courbevoie est une ancienne ville industrielle et ouvrière, et on y a construit des HLM depuis très longtemps, d'où le taux de 22 % de logement sociaux. Courbevoie peut faire mieux, mais ne sera jamais complètement composée de HLM, à cause de La Défense. »
- « Pour la mixité et non pour l'abandon des HLM, ne pas créer de ghettos, pression sociale entre ces communautés qui ne sortent pas et ne s'intègrent pas »
- « Les travailleurs précaires ou pauvres qui travaillent à La Défense et à Courbevoie doivent pouvoir se loger à Courbevoie. Leurs enfants pourront alors aller à l'école à Courbevoie et croître ensemble avec d'autres enfants. Il faut aussi que la mixité sociale soit en continu et non pas entre les extrêmes »

L'ANGOISSE DE NOURRIR SES ENFANTS

- « C'est la base de pouvoir nourrir ses enfants »
- « A partir du 15 du mois, tu tournes les pouces à manger des pâtes, jusqu'à la fin du mois, parce qu'il n'y a plus rien dans le frigo»
- « Il n'y a pas de Lidl à Courbevoie ; peut être juste un DIA avenue Marceau ...? »
- « En fait il n'y a pas de discount à Courbevoie »
- « Faire une demande au Maire : autoriser quelques enseignes moins chères (Lidl, Aldi...), prendre en compte les personnes qui ont moins de moyens, les commerces doivent être adaptée à la population »
- « Ceci pose aussi la question du nombre d'épiceries solidaires »

L'HOSPITALITÉ

- « La plupart des gens sont hospitaliers »
- « La France est une terre d'accueil, mais certains commencent un peu à se fermer, attention à l'ouverture de la France »
- « Par rapport à avant, ils croient que tous les maux de la France sont liés aux étrangers »
- « A Courbevoie, c'est relatif. Moi j'ai reçu l'hospitalité du Secours catholique, ça dépend, il y a des gens ouverts »
- « Dans certains milieux tu sens que tu n'es pas la bienvenue »
- « Il y a en France plein d'endroits où l'on peut trouver un logement social en quelques semaines, quelques mois, et aussi du travail ; quelles informations, quelles aides ? »

PERSONNE A LA RUE!

- « J'ai vu à Courbevoie des gens dormir dans la rue par 2 et 3 degrés »
- « A La Défense ils sont plus de 100 à vivre dans des souterrains, et certains avec des enfants »
- « Il est inhumain de laisser les gens dehors, même un chien a une niche, on est plus sympa avec un animal qu'un homme. »
- « Faire la demande au Maire : trouver des structures d'urgence, une sorte de bagagerie, dormir dans un abri même si c'est rudimentaire ; au Japon, il y a des structures déployées dans les quartiers, des hôtels dortoirs pas chers et des chambres « capsules ». »

LES VACANCES

- « Une connaissance m'a croisée en faisant nos courses. Elle m'a demandé : « Tes enfants vont en vacances » ? J'ai répondu « non ». Cela m'a fait mal ...»
- « Tu n'as pas eu les bons de vacances ? La CAF donne les bons vacances... La dame m'a dit que je n'avais pas droit aux vacances parce que j'ai dépassé le quotient familial de 20 euros. »
- « J'ai toujours travaillé et là je n'ai rien : à quoi ça te sert de travailler et de te battre ? Quand tu as besoin d'un petit coup de pouce, il n'y a personne »
- « Il faut demander au Maire d'aider les familles qui arrivent tout juste au dessus du plafond pour l'accès au droit à la subvention »
- « Quand ça ne rentre pas dans le plafond CAF : la mairie pourrait prendre le relais et compléter pour ces familles ? »

LES PERSONNES AGÉES ET LE LIEN INTERGÉNÉRATIONNEL

- « Dans ma résidence, il n'y a pas de fêtes de voisins, il y a pas mal de personnes âgés (logements sociaux construits depuis 1965), les gens meurent on n'est même pas au courant, personne ne sait, il faut qu'on apprenne à se connaître dans l'endroit où l'on est, voir comment les gens vivent ensemble, faire le lien intergénérationnel »
- « Qu'-est-ce que le nouveau Maire peut faire pour les personnes âgées ? »
- « En Afrique, on ne connaît pas l'isolement des personnes âgées, on se sent redevable »
- « En France, il n'y a pas de solidarité »

LA FRANCE, UN PAYS RICHE EN PAUVRES?

- « On devrait être, dans un pays riche, tous avec un revenu décent, et un toit sur la tête »
- « Ne pas avoir de toit sur la tête c'est inhumain »

Le collectif Citoyens Fraternels 92 est un collectif de 20 associations de solidarité qui agissent dans les Hauts-de-Seine et fonctionnent en réseau

- Le collectif donne la parole aux personnes en difficulté, interpelle les citoyens, les élus et les administrations pour promouvoir une démarche d'inclusion sociale
- Il est aussi force de proposition, notamment dans l'innovation sociale (exemple : Dispositif Premières Heures)
- Il veut être partenaire des élus, des administrations, et non opposant systématique, et propose de travailler ensemble pour faire reculer la pauvreté
- Mais il exige que l'Etat et les collectivités locales appliquent la Loi et développent des espaces de concertation



Citoyens Fraternels 92



caritas France

ESPACES.

Association Espaces



Les petits frères des pauvres



Le Secours populaire français



Assol – maison des chômeurs

Association des cités du secours catholique



ATD Quart Monde



Le Secours islamique France



Observatoire précarité mal-logement 92



Ccfd-terre solidaire



Solidarités nouvelles pour le logement



Association Karibu



Action catholique ouvrière



Mission ouvrière



Association Entraide Protestante



Jeunesse Ouvrière Catholique





Fédération des Associations et des Acteurs pour la Promotion et l'Insertion par le Logement



Fédération des acteurs de solidarité